

COMMUNE de MAGNY-lès-VILLERS

EXTRAIT du REGISTRE
des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 janvier 2020

Le treize janvier deux mille vingt à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué le 06 janvier 2020, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Mme Valérie DUREUIL, Maire.

Étaient présents : Mme Valérie DUREUIL, M. Thomas MAZUÉ, Mmes Séverine ZECCHINI, Séverine BOURQUIN, M. Éric BOUCHART, Mme Dominique NOËL et M. Fabrice SAUVAGEOT.

Un secrétaire de séance a été désigné : Mme Dominique NOËL.

200113D06 - Objet : DROIT de PRÉEMPTION URBAIN

La commune ayant approuvé son Plan Local d'Urbanisme ce jour, il lui appartient de choisir d'adapter le droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou des zones à urbaniser (AU), délimitées par le P.L.U.

La délibération instituant le D.P.U. peut être prise le même jour que celle approuvant le P.L.U.

Madame le Maire expose la situation actuelle :

La commune dispose actuellement d'un droit de préemption sur son territoire instauré par délibération du 19 novembre 2010.

Il serait opportun d'adapter le périmètre du DPU afin de réaliser dans l'intérêt général et conformément à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, les opérations ou actions d'aménagements suivantes :

- la mise en œuvre d'un projet urbain,
- la mise en œuvre d'une politique de l'habitat,
- Le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- le développement des loisirs et du tourisme,
- la réalisation des équipements collectifs,
- le renouvellement urbain,
- la lutte contre l'insalubrité,
- la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine.

Et constituer des réserves foncières destinées à la préparation de ces opérations.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1 à L.213-18 et R.211-1 à R.213-26 et R.151-52 7°

Vu la délibération du 19 novembre 2010 instaurant le DPU,

Considérant que le plan local d'urbanisme de la commune de Magny-lès-Villers a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 13 janvier 2020,

Considérant que la commune envisage de réaliser des opérations relevant des objectifs sus énumérés,

Considérant que le droit de préemption urbain peut être adapté sur les zones urbaines et les zones à urbaniser,

.../...

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

1°) D'adapter le droit de préemption urbain, sur les zones UA, UB, UE & 1AU, délimitées sur le plan ci-joint.

2°) La commune exercera le droit de préemption dans les zones concernées, à compter de la dernière en date des mesures de publicité de la présente délibération mentionnées à l'article R.211-2 du code de l'urbanisme.

3°) Il sera ouvert un registre où seront mentionnés les biens acquis par préemption, ainsi que leur utilisation par la commune. Ce registre sera tenu à la disposition du public à la mairie de Magny-lès-Villers aux heures d'ouverture habituelles.

4°) Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU, conformément à l'article R.151-52 7° du code de l'urbanisme.

5°) Copie de la présente délibération, ainsi que du plan annexé, sera transmis sans délai par Madame le Maire :

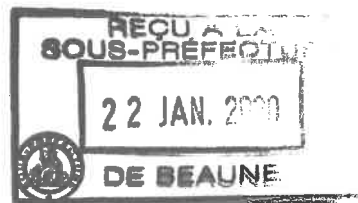
- à Monsieur le Préfet
- au Directeur Régional des Finances Publiques, 25 rue Boudronnée, Dijon
- au Président du Conseil Supérieur du Notariat, 60 boulevard La Tour-Maubourg, 75007 Paris
- au Président de la Chambre Départementale des Notaires, 2 bis avenue Marbotte Dijon
- aux Barreaux du tribunal de grande instance de Dijon, 13 bd Clémenceau, Dijon
- au greffe du tribunal de grande instance de Dijon, 13 bd Clémenceau, Dijon

6°) Conformément à l'article R.211-2 du code de l'urbanisme :

- la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, mention de la présente délibération sera publiée dans les annonces légales de deux journaux diffusés dans le département,

7°) Cette délibération n'entrera en vigueur que lorsque le P.L.U. approuvé sera exécutoire, dans les conditions fixées par les articles, R.153-20, R.153-21 et L.153-23 et L. 153-24 du code de l'urbanisme.

Pour copie conforme,
Le 17 janvier 2020



Berthet Liogier Caulfuty

urbanistes - Ingénieurs VRD - géomètres-experts
paysagistes - environnementalistes
experts en économie immobilière et foncière
CRÉATEURS DE LIBERTÉ, DEPUIS 1956



Droit de Préemption Urbain

13 janvier 2020

Révision du Plan Local d'Urbanisme
de MAGNY-LES-VILLERS

Vu pour être annexé à notre délibération en date de
ce jour le 13 janvier 2020
LE MAIRE

V. DURVILLE

Durville



PLU approuvé le 13.01.2020

RECU A LA
SOUS-PRÉFECTURE

22 JAN. 2020

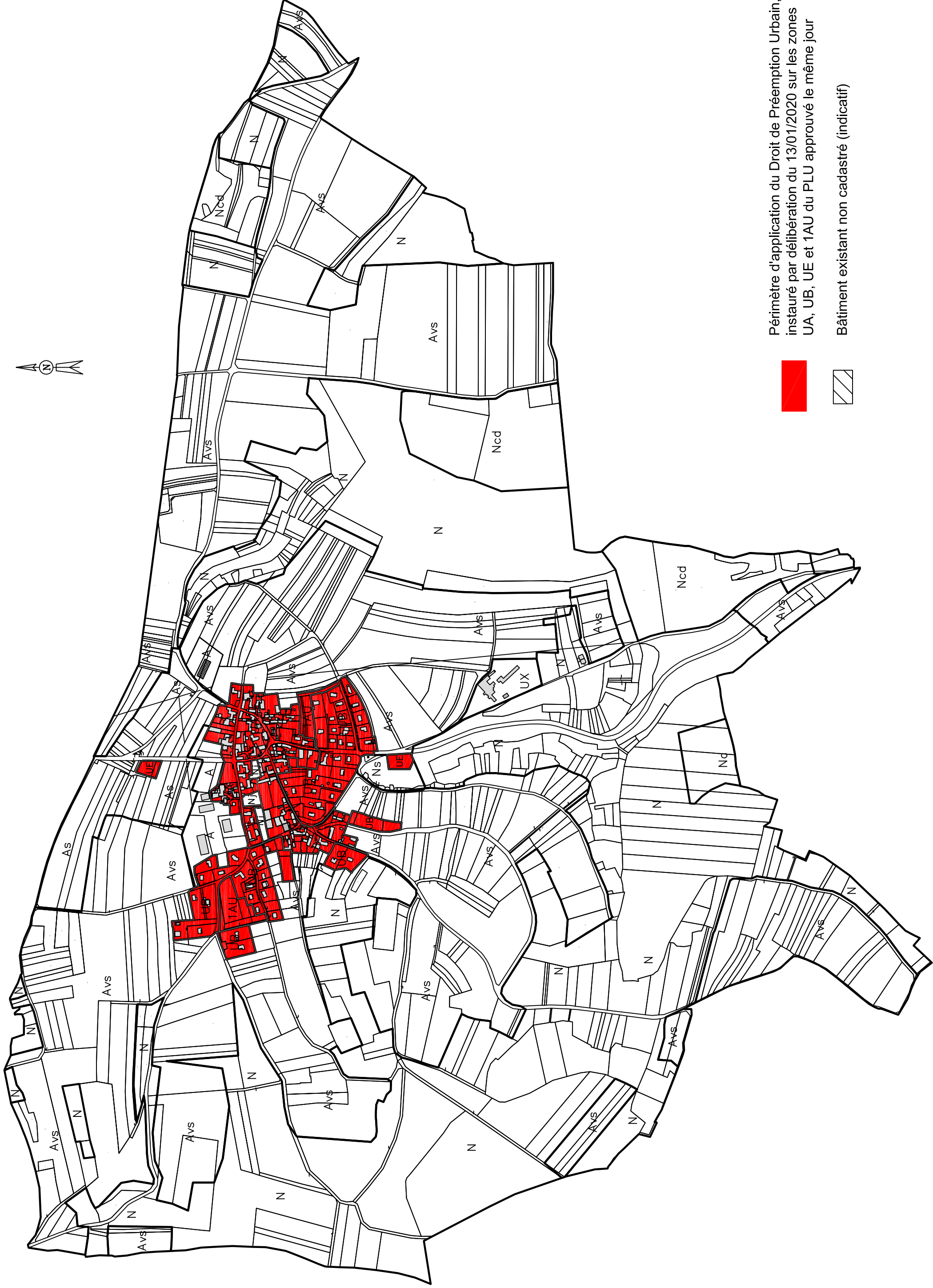
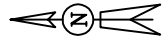


DE BEAUNE

Berthet Liogier Caulfuty

11, avenue de Chambolard BP 90 042 - 21 702 MOUTS SAINT GEORGES cedex

Tel : 03 80 61 06 19 - Email : hlc.contact@blc-ge.com



Périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain,
instauré par délibération du 13/01/2020 sur les zones
UA, UB, UE et 1AU du PLU approuvé le même jour



Bâtiment existant non cadastré (indicatif)